

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 23/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Mairie

31 rue de l'Hôtel de Ville
BP 6
22370 Pléneuf-Val-André

Références : 2024.132 / Recommandé N° 1A 201 777 7953 0
Code AIOT : 0005519744

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2024 dans l'établissement Mairie implanté LA PRINCELLE 22370 Pléneuf-Val-André. L'inspection a été annoncée le 05/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Mairie

- LA PRINCELLE 22370 Pléneuf-Val-André
- Code AIOT : 0005519744
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de stockage de sédiments marins de la Princelle est soumis à autorisation au titre des rubriques 2760 et 3540 de la nomenclature des installations classées. Il dispose de 3 bassins de stockage.

Ses activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12/12/2016 et l'arrêté ministériel du 15/02/2016.

Aucune admission de sédiment marin n'a été effectuée depuis 2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Compte tenu de l'absence de réception de sédiment marins depuis plus de 4 ans, l'inspection demande à l'exploitant de se positionner sur l'arrêt d'exploitation du stockage, compte tenu de l'état d'entretien des bassins. L'inspection attire l'attention dans ce cas, sur la mise en application des articles 35 à 38 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif au stockage des sédiments marins, concernant plus particulièrement la couverture des sédiments et le suivi du site post-exploitation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 9.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 6.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Propreté	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 6.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 25	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	surveillance piézométrique	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 15	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Rapport annuel d'activité	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 28	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en exergue un défaut d'entretien de l'installation de stockage. Il a été constaté, en particulier, le non respect des articles 6.2 et 6.4 de l'arrêté préfectoral du 12/12/2016 et les articles 15, 25 et 28 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, conduisant l'inspection à proposer un arrêté préfectoral de mise en demeure sur ces points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : rejets d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eaux
Prescription contrôlée : (...) Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets (...) Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : Température : 30 °C pH : compris entre 5,5 et 8,5 (...) Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1 (eaux de lessivage et lixiviats) Observation 2018-03: La mairie doit transmettre le rapport du bureau d'études CPE (Bédée) relatif au suivi des rejets aqueux de juin 2018 à l'inspection des installations classées
Constats : Un prélèvement pour analyse a été réalisé en 2023. Le rapport correspondant présente des concentrations conformes aux valeurs limites attendues. Cependant, le pH est supérieur à la valeur limite fixée à 8.5 (pH=9). Les résultats d'analyse des années précédentes n'étaient pas disponibles le jour du contrôle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une explication du dépassement du seuil de pH doit être fournie. Des éléments sont à transmettre pour caractériser la récurrence du dépassement. En fonction des éléments transmis, l'exploitant devra proposer une solution permettant de régulariser la situation du site quant à la qualité du rejet des eaux de lixiviation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comprenant explicitement les vérifications à effectuer, en condition d'exploitation normale, en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
Constats : Les consignes d'exploitation n'ont pas été établies. Il a été constaté en particulier que la végétation a endommagé l'imperméabilité en hauteur de casier du bassin n°1, par percement de la géomembrane.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit établir une consigne d'exploitation permettant de répondre aux dispositions de l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12/12/2016.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : (...) L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de nombreux arbrisseaux (ronces, ajoncs) et quelques arbustes au droit du stockage de sédiment n°1. Or, ce casier ne dispose pas de couverture finale au sens de l'article 35 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif au stockage de sédiments marins. De la végétation a également été constatée sur les autres bassins. D'après les informations recueillies, ces arbustes sont présents depuis plusieurs années. Il a par ailleurs été relevé que l'un des piézomètres présents sur le site était obstrué par de la boue. Ce constat met en évidence l'insuffisance d'entretien des casiers de stockage de sédiments et du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit procéder au nettoyage du site. Les arbres présents sur les casiers de stockage sont à retirer.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois, une analyse sur les paramètres définis ci-après : - physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb + Cu + Cr + Ni + Mn + Cd + Hg + Fe + As + Zn + Sn), NO ₂ ⁻ , NO ₃ ⁻ , NH ₄ ⁺ , SO ₄ ²⁻ , NTK, Cl ⁻ , PO ₄ ³⁻ , K ⁺ , Ca ²⁺ , Mg, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ; - paramètres biologiques : DBO ₅ ; - paramètres bactériologiques : coliformes fécaux, coliformes totaux, streptocoques fécaux,

<p>salmonelles.</p> <p>Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le respect de cette prescription. Aucune analyse n'a été effectuée au cours de l'année 2023. Par ailleurs, l'exploitant n'avait pas connaissance de la réalisation de prélèvement d'eau souterraine pour analyses concernant l'année 2022.</p> <p>Aucun rapport d'analyse des eaux souterraines n'était disponible le jour du contrôle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit faire procéder à un contrôle des eaux souterraines conformément à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux stockage de sédiments marins. Les résultats d'analyse sont à transmettre à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : surveillance piézométrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, surveillance piézométrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance des eaux souterraines est opérée au moyen d'un réseau de piézomètres implantés en périphérie de l'installation. Ce réseau est constitué de puits de contrôle dont le nombre est fixé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ce nombre ne doit pas être inférieur à trois et doit permettre de suivre les conditions hydrogéologiques du site. Au moins un de ces puits de contrôle est situé en amont hydraulique de l'installation de stockage et deux en aval. Dans tous les cas, les études hydrogéologiques précisent le nombre de puits de contrôle nécessaires.</p> <p>Les piézomètres sont réalisés conformément aux spécifications techniques prévues par la réglementation ou la norme française en vigueur relative à la réalisation d'un forage de contrôle de la qualité de l'eau souterraine au droit d'un site potentiellement pollué.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non conforme.</p> <p>Un des piézomètres sur les 3 initialement implantés a été rebouché avec des matériaux inertes. Par ailleurs, il est apparu lors de la visite que l'un des deux piézomètres restants était inexploitable car obstrué par de la boue.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit procéder à l'implantation d'un nouveau piézomètre pour assurer la surveillance des eaux souterraines tel que l'impose l'article 15 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif au stockage de sédiments marins. L'inspection rappelle que les piézomètres doivent faire l'objet d'un</p>

<p>entretien régulier conformément à l'arrêté préfectoral pour assurer à tout moment le respect des contrôles réglementaires.</p> <p>Ce piézomètre doit être installé à la lecture des données fournie par une étude hydrogéologique de manière à respecter les conditions de surveillance exigées à l'article 15 précité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Rapport annuel d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, rapport annuel d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport annuel d'activité comportant une synthèse des mesures et contrôles réalisés sur le site pendant l'année écoulée et, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation de l'installation de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non conforme</p> <p>Aucun rapport annuel n'est transmis à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre un rapport annuel de l'activité de stockage de sédiments marins.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois